

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 04/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**URSIMMO**

31 RUE HENRI POINCARE  
CS 46215  
45000 Orléans

Références : -  
Code AIOT : 0010014159

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2024 dans l'établissement URSIMMO implanté Lieu-dit Les Veuillis 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite et depuis la livraison du site (janvier 2024) l'autorisation d'exploiter reste portée par la société URSIMMO.

Un transfert de l'autorisation est prévue prochainement vers la société SCAPRIM/TTREF Berry propriétaire du site et exploitant effectif depuis la livraison.

Le site est loué à 3 entreprises:

- cellules Nord : MBDA (depuis mai 2024)
- cellules Sud : HAIER FRANCE (depuis février 2024)

- toiture : URBASOLAR (installation de panneaux photovoltaïques prévue pour fin 2025)

Dans le présent rapport le terme exploitant sera utilisé suivant les thématiques pour désigner à la fois la société URSIMMO et la société SCAPRIM. Si une précision est nécessaire pour la bonne compréhension, les sociétés seront nommément désignées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- URSIMMO
- Lieu-dit Les Veuillis 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010014159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt logistique autorisé par arrêté préfectoral du 24/12/2021 modifié pour du stockage de matières combustibles au titre de la rubrique 1510 (A) et de liquides inflammables au titre de la rubrique 4331 (E).

Le site est également classé pour les rubriques 2910.A.2 (DC) - pour ses chaudières, 2925.1 (D) pour la charge de batterie et 4320.2 (D) pour le stockage d'aérosols.

Le site est composé de 11 cellules dont 2 dédiées aux liquides inflammables et 2 aux aérosols.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	2 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Documentation disponible	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.7.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 6.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Exercice de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.1.1	Demande d'action corrective	2 mois
9	Modalité de gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.6.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Entretien des équipements	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Conditions de stockage des matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.4.1	Sans objet
8	Conditions de stockage en masse	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.4.2	Sans objet
10	moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.7.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, <b>y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p><b>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</b> Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour **a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment**, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état des stocks présents sur site tel qu'attendu par l'inspection.

La société SCAPRIM précise qu'un état des stocks sera mis en place prochainement suite aux discussions en cours avec les locataires des cellules, qui tiennent à jour leurs propres états des stocks. Elle précise que l'activité ayant débuté récemment les modalités pratiques d'organisation ne sont pas clairement définies à ce jour.

Les deux locataires précisent qu'à ce jour seuls sont stockés des produits combustibles (rubrique 1510), aucun aérosol et liquide inflammable n'est présent sur site. Lors de la visite, l'inspection des installations classées ne constate pas la présence de tels produits.

Par sondage, l'inspection a pris connaissance de stocks des locataires.

La société HAIER présente son état des stocks lors de l'inspection. Cet état des stocks est succinct en l'absence de produit dangereux.

En ce qui concerne la société MBDA, seul un numéro de lots est donné. Le contenu de chaque lot n'est pas formalisé. L'inspection constate néanmoins par sondage que les lots sont globalement des équipements métalliques avec leurs emballages.

Dans la mesure où le site est prévu d'accueillir des produits dangereux, l'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur le besoin de prévoir d'intégrer l'ensemble des informations attendues pour ce type de stockage (rubrique ICPE, phrase de danger,...) tel que rappelé dans l'article 7.1.2 de l'arrêté d'autorisation du 24/12/2021.

Les deux locataires des cellules de stockage présentent leurs plans des stockages. Ils devront être annexés à l'état des stocks et centralisés/concaténés par l'exploitant.

**Constat :** l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état des stock au format contenant les informations attendus par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

**Constats :**

L'exploitant n'est pas en mesure de fournir de consignes d'exploitation de l'établissement.

Il précise cependant que :

- qu'à ce jour les modalités de gestion sont exclusivement intégrées dans les baux de location (répartition des actions à mener par chaque entité - locataires et/ou bailleur - notamment)
- les équipements de sécurité font l'objet de contrôles et vérifications récurrentes au minimum conformes aux prescriptions (article 7.1.1 de l'arrêté d'autorisation). Par exemple, pour le sprinklage ou les poteaux incendie, la périodicité est hebdomadaire)
- qu'il a mandaté un bureau d'étude spécialisé (Airelle environnement) pour assurer le suivi de l'installation sur les aspects risques. Ce bureau d'étude aura notamment à charge un audit annuel.

L'inspection alerte l'exploitant sur la nécessité d'intégrer à ces consignes les spécificités de l'installation photovoltaïque en toiture.

<b>Constat :</b> l'exploitant n'est pas en mesure de présenter une consigne d'exploitation du site présentant les vérifications à réaliser sur les installations en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Surveillance de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formations
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation et des procédés mis en œuvre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les noms et qualifications des personnels nommément désignés en charge de l'exploitation et la surveillance du site.  Il précise que ce sont les services HSE de chaque locataire qui sont garants de la formation de ses agents.  L'inspection des installations classées constate néanmoins que le personnel en charge de la surveillance pour chaque locataire est présent lors de la visite et qu'il dispose globalement de connaissances sur les dangers liés aux stockages.  <b>Constat:</b> L'exploitant n'est pas en mesure de fournir la liste des noms et qualifications des personnels nommément désignés en charge de l'exploitation et la surveillance du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

#### N° 4 : Documentation disponible

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.7.1
Thème(s) : Situation administrative, dossier de l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose en permanence des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le <b>dossier de demande d'autorisation</b> d'exploiter initial ;</li> <li>• l'<b>autorisation d'exploiter</b> et textes pris en application de la législation relative aux installations classées transmis par le préfet du département, y compris les arrêtés-types ;</li> <li>• [...]</li> <li>• les plans : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ de <b>localisation des moyens d'intervention et de secours</b> ;</li> <li>◦ des réseaux internes à l'établissement : <b>eaux, électricité, gaz et fluides</b> de toutes natures ;</li> <li>◦ de <b>circulation des véhicules</b> et engins au sein de l'entreprise ;</li> <li>◦ de situation des <b>stockages de produits dangereux</b>.</li> <li>◦</li> </ul> </li> <li>• les <b>consignes d'exploitation</b> ;</li> <li>• les <b>consignes de sécurité</b> ;</li> <li>• les <b>registres d'entretien et de vérification</b> ;</li> <li>• [...]</li> <li>• l'<b>état des stocks</b>, accompagné des <b>fiches de données de sécurité</b> du fournisseur ou de l'exploitant ;</li> <li>• le <b>plan de secours</b> ;</li> <li>• le <b>plan d'opération interne (POI)</b>.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces documents est tenu à disposition de l'inspection des installations classées durant 5 années au minimum, ou lui est transmis sur simple demande. Leur mise à jour est constamment assurée et datée.</p> <p>Ces derniers documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des <b>dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données</b>.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas rédigé la plupart des documents attendus.</p> <p>En particulier, il n'est pas en mesure de fournir:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de consignes d'exploitation</li> <li>• de consignes de sécurité</li> <li>• d'état des stocks (voir point de contrôle n°1)</li> </ul>



- de POI

Il a, par contre, accès informatiquement au dossier de demande d'autorisation et aux plans du site.

Il précise que ces données sont stockés sur le serveur de l'entreprise mais également fournis à son appui technique ICPE (Airelles environnement).

Pour ce qui est du suivi de l'entretien et des vérifications, l'exploitant tient à jour un fichier informatique recensant les échéances et actions réalisées.

L'exploitant précise que ces documents vont être prochainement mis en place mais que le contexte (autorisation ICPE non transférées mais propriété transférée) a entraîné une période de flottement. En particulier, le POI est attendu pour le mois de novembre 2024.

**Constat : l'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des documents attendus, notamment les consignes d'exploitation et de sécurité et le POI.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 5 : Surveillance des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 6.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Emissions sonores

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée.

Les mesures sont effectuées selon la **méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997**.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une **durée d'une demi-heure au moins**.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est **effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation**.

En cas de non-conformité relevée, une étude technico-économique est réalisée afin de définir les moyens à mettre en œuvre pour réduire l'impact sonore. Les éventuels travaux sont effectués dans un délai de 6 mois à compter de la date de réalisation de l'étude technico-économique.

[...] Les résultats des mesures réalisées sont **transmis au préfet dans le mois** qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les points servant de référence à ces mesures sont définis <b>sur le plan</b> ci-dessous.
<p><b>Constats :</b></p> <p>A date, les mesures de bruit n'ont pas été réalisées, alors que l'installation est en service depuis plus de trois mois ; respectivement février (HAIER) et mai (MBDA).</p> <p>L'exploitant précise que les mesures de bruit et de rejets atmosphériques sont planifiées pour le mois de novembre 2024 par la société Bureau Veritas (les dates ne sont pas encore fixées).</p> <p><b>Constat : les mesures de surveillance des émissions sonores n'ont pas été réalisées dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Exercice de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un exercice de défense incendie est effectué <b>dans le trimestre suivant la mise en exploitation</b> puis une fois tous les 3 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat : aucun exercice POI n'a été réalisé à ce jour, après plus de 6 mois d'exploitation.</b></p> <p>L'exploitant précise qu'il sera réalisé d'ici la fin d'année une fois le PDI et POI finalisés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Conditions de stockage des matières dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les <b>matières chimiquement incompatibles</b> ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les <b>matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières</b> dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.</p> <p>Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En date de la visite, l'exploitant (confirmé par les locataires) précise qu'aucune matière dangereuse n'est stockée sur le site. Lors de la visite du site, l'inspection ne constate pas de présence de tels produits.</p> <p>Un projet est prévu dans les prochains mois dans la partie MBDA pour du stockage de liquide inflammable. L'inspection des installations classées rappelle que les conditions de stockage devront être conformes à l'arrêté d'autorisation et à la réglementation en vigueur.</p> <p><b>Constat : pas d'écart compte tenu de l'absence de produits concernés par cette prescription.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Conditions de stockage en masse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les matières stockées **en masse** forment des îlots limités de la façon suivante :

- surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
- **hauteur maximale** de stockage : 8 mètres maximum ;
- **largeurs des allées** entre îlots : 2 mètres minimum.

[...]

#### Constats :

Seuls quelques racks sont présents dans la cellule C2. Dans les détails, il y a 7 rangées de doubles racks et 2 de simples racks avec un espacement de plus de trois mètres, positionnées sur la moitié de la longueur de cellule.

Les autres stockages sont en masse, que ce soit dans la zone louée par les sociétés HAIER ou MBDA.

Lors de la visite, l'inspection constate que :

- dans les cellules exploitées par la société HAIER :
  - un marquage au sol permet de délimiter les espaces de stockage. Dans la cellule 3, il y a ainsi 12 emplacements de 500m<sup>2</sup> auxquels s'ajoutent plusieurs espaces plus petits.
  - les allées mesurées par échantillonnage par l'inspection font au moins 2 mètres. Constatant des empiétements par des colis, l'inspection des installations classées appelle cependant l'exploitant à plus de vigilance dans le respect des délimitations des îlots.
  - les stockages sont d'une hauteur maximum de 6m50 aux dires de l'exploitant (ce qui correspond à 3 réfrigérateurs empilés. L'exploitant précise que la hauteur de stockage est définie par le type de colis, il montre pour cela les étiquettes de plusieurs colis différents qui précisent le nombre d'empilements maximum (par exemple 6 pour les fours).
- dans les cellules exploitées par la société MBDA et son prestataire logistique, Satellite Odysur:
  - aucun marquage au sol n'est présent. L'exploitant précise que compte tenu des dimensions variables des colis les modalités de stockage sont définies au cas par cas. Les poteaux de l'entrepôt servent actuellement d'indicateurs pour estimer la dimension des îlots.
  - l'inspection des installations classées constate que le stockage se fait à même le sol sur des hauteurs ne dépassant pas 2-3 m. Les surfaces de stockage et tailles des allées sont par ailleurs conformes aux prescriptions.

Les deux exploitants précisent que les modalités de stockage sont en évolution compte tenu de le emménagement progressif, ainsi:

- HAIER prévoit un stockage sur le modèle de la cellule 3
- MBDA prévoit un stockage à la fois en masse et en rack.

**Constat : le stockage est actuellement réalisé conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 9 : Modalité de gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie et refroidissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie <b>et le refroidissement</b> , afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des <b>dispositifs externes aux cellules de stockages</b> .
<b>Constats :</b>  Des discussions vis à vis de ce constat ont eu lieu en amont de la visite dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance déposé le 23 juin 2023, actuellement en cours d'instruction. Les interrogations de l'inspection des installations classées portaient plus particulièrement sur la gestion des eaux de refroidissement en cas d'incendie d'une cellule et des eaux d'extinction en cas d'incendie en toiture.  L'exploitant convient lors de la visite que dans ces situations les eaux polluées en toiture iraient directement vers les bassins d'infiltration.  Il présente en séance une solution consistant en l'ajout de vannes sur le réseau eaux pluviales permettant de rediriger les eaux polluées vers : <ul style="list-style-type: none"><li>• le bassin 4A pour le réseau au Sud du bâtiment;</li><li>• le bassin "Liquide Inflammables" pour les réseaux au Nord du bâtiment.</li></ul> Au total ce sont 6 vannes qui seraient mises en place pour répondre à la prescription.  L'inspection des installations classées alerte sur: <ul style="list-style-type: none"><li>• la compatibilité du bassin "liquide inflammable" du fait de son volume de dimensionnement;</li><li>• l'adéquation du dispositif avec les délais contraints de la gestion d'un sinistre (temps et modalités de fermeture des vannes).</li></ul> Des éléments modificatifs au porter à connaissance déposé le 23 juin 2023 sont prévus d'être fournis par l'exploitant courant du mois d'octobre.  <b>Constat : à ce jour, les eaux de refroidissement en toiture et les eaux d'extinction en cas d'incendie en toiture sont directement dirigée vers les bassins d'infiltration et non confinées.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, DECI
<b>Prescription contrôlée :</b>  "[...] <u>Défense extérieure contre l'incendie</u> La défense extérieure contre l'incendie (DECI) est assurée de manière autonome par un réseau interne. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 720m <sup>3</sup> par heure durant deux heures.[...]  2/3 des besoins [d'alimentation en eau incendie] (soit 480 m3/h ) en statique avec la mise en place de deux réserves sous forme de bâches souples à eau de 480 m3 chacune. Ces réserves sont équipées de 4 raccords standardisés permettant le raccordement des engins de secours.[...]"
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate la présence des deux citernes de 480 m3 (l'une côté Nord-Est, l'autre côté Sud-Est de l'entrepôt), équipées chacune de 4 raccords.  <b>Pas d'écart constaté.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Entretien des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien du bassin étanche
<b>Prescription contrôlée :</b>  "L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l' <b>entretien</b> et l'exploitation des installations [...]"
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bassin étanche 4a présente des débris de chantier et de la végétation dans son fond.</li> <li>• le bassin d'infiltration 4b présente des berges fortement dégradées par le ruissellement.</li> </ul> Ces constat amène l'inspection à s'interroger sur la capacité de ces équipements à répondre à

leurs fonction dans le temps.

**Constat : après moins d'un an de service, les bassins 4a et 4b présentent des signes de dégradation et/ou manque d'entretien qui pourraient remettre en cause leur fonctionnement.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 2 mois**